

Ent. 96-14

COMMISSION chargée d'examiner la proposition
de loi, adoptée par la Chambre des Députés,
ayant pour objet de réprimer les atteintes
portées à l'exercice des droits reconnus par la
loi du 21 mars 1884 aux **syndicats profession-**
nels de patrons et d'ouvriers. (N° 137, ses-
sion 1889.)

Nommée le 24 mai 1889. *1891*

MM.

- 1^{er} BUREAU : LENOEL.
2^e — CUVINOT.
3^e — DUPOUY.
4^e — PERRAS.
5^e — VOLLAND.
6^e — GIRIER.
7^e — FRANCK CHAUVEAU.
8^e — MARCEL BARTHE. *1891*
9^e — FÉLIX MARTIN. *1891*

202



Proj. cor. 2. loi. venu

dele Chamb. relation. avec Syndicat
Propriétaires

86

3

Séance du 27 mai 1889

M^r M. Barthe est nommé Président
Félix Martin — Secrétaire

1^{er} B — M. Lenoël — Par un 2^e discussion de son bureau
Engagé à dire mon sentiment, j'ai observé. Cette P^{ro} loi
se rattache à des généraux - articles mis sous dépendance
? l'état, et plus un projet primitif. Certain plus un acte
châlier. - Peut-on violer liberté individuelle, en défendant
renvoyer un ouvrier -

Cependant. Renvoi motivé - ne motivé par -
C'est la disposition différé: échappe, renvoi collectif - faudrait
faire la preuve qu'il n'y a pas pour porte allent et
deux de ces la raison - exécution - en l'enjeu
improbable alors se donne de l'effacement - selon, par les
deux situation simplifiée - par le défaut ou est de l'effacement
Sur ces observations, j'ai été nommé bien qu'
je n'étais pas pour un candidat

2^{em} B — M. Guénot

Personne ne demandant la parole, et interrupt, j'ai
dit - atteint: la liberté et lui devant être respecté
Ils s'inscrivent - même par M. Carbon

3^{em} B

M. Dupouy

Parlement a bien voulu accorder un débat, sans
pour rendre S. P. obligatoire - M. Carbon de l'journal
On m'a posé cette question - Intéressé à la loi au lieu de la rejeter

4^e B - M. Pessa - nomme sans la demande
C'est qu'il s'agit de l'ancien qui se présente
pour porter absolument le citoyen lui-même
et appelle l'étude de son pays
Par l'ancien mon sentiment - M. le rapporteur ?
peut être.

5^e B - M. Volland.
Nomme ? confisque
Après en fait connaître mon sentiment - Tait
grand ? crée un délit nouveau - attente - libé-
ration - tests facile : tourner
J'ai imité l'ancien dans relation, si glé-
tend heste pour : mon respect et ressort
Deux autres cas.

6^e B - M. Ciris
San respectu la loi 1884 - Infraction ? violation
pénalités - la dit :
Doux revit imputation contre Angin - respectu
Carnary - van ? - lui répondre : l'ancien code, quel
service - l'ancien code - la voit une peu ? - France.
C'est examen - l'ancien ob^{com} - Profus motu ?
offre à promettre ?

7^e B - M. Frank Cheuvreu
Vabad - caracté grave - l'ancien danger - l'ancien
perpetuel - l'ancien mouvement - l'ancien rapport
sur l'ancien - l'ancien demande de l'ancien
L'ancien l'ancien - l'ancien l'ancien

Mr B — M. Havel Parthé — Combattant parle longuement
 a dit : les principes invariables, d'uni — brans & capotes
 de l'Etat & de la nation, mais d'accor — avec l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — C'est la — combat
 la réception, contre l'Etat, comme non révisé
 de l'Etat : l'Etat révisé, par un acte de l'Etat
 hostile contre l'Etat — O. Boov Lapier & etc. change
 M. Parthé a dit de son amendement : Sur l'un d'un
 - d'un, + — qu'on — refer — concerté d'embarras
 oratoire et C'est ^{plus} — révisé — transaction
 et modifiée par Parthé, triumphe

Parthé a dit par l'union de l'Etat par l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — l'Etat de l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — l'Etat de l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — l'Etat de l'Etat

Au dit l'Etat de l'Etat de l'Etat de l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — l'Etat de l'Etat

Au dit l'Etat de l'Etat de l'Etat de l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — l'Etat de l'Etat

Favorable liberte avec deux — l'Etat de l'Etat
 Parthé a dit la l'Etat de l'Etat de l'Etat
 de l'Etat de l'Etat — l'Etat de l'Etat

Mr B — Favorable au principe — la loi —
 changeants de l'Etat — plus général —
 de l'Etat de l'Etat de l'Etat de l'Etat —
 de l'Etat de l'Etat de l'Etat de l'Etat

Des documents sont demandés
 Lequel de l'Etat de l'Etat de l'Etat
 de l'Etat de l'Etat de l'Etat de l'Etat

Le Grenier — Le révisé
 Marcel Parthé

4
Séance du 10 juillet 89.

Président : M. Barthé.

Documents demandés au Ministère de la Justice
Credites 2. 11^e le titre de Commerce et
de Colonie.

Président du Conseil, répond :

L'état des lycées profès - L'ad^{re} hété. en ce moment
la publication - Sans press - Aucun feuille sera
mis : le dit port. 2. la C^{on} avant fin de mois
Ce document sera donc répondu. est demand
le même temps, en 2^e lieu - 1^{er} état, un chiffre
de profès, des lycées vases - après les
noter fait une prescription : le loi.

M. Dreyfus par rapport cela par
conclusion par on compte. a demandé quelle
minutes et des relations actuels, cela
ne peut conclure.

M. Félix Martin ditement qu'en ce rapport
peut être fait pour éviter le caducité :

Le C^{on} décide qu'en l'état, elle ne peut
prendre aucune décision, elle attend les documents
demandés.

Marcel Barthé
Président

